

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle risques chroniques

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats



Publié sur

ALLTUB FRANCE SAS

ZI du Clos Bonnet
Boulevard Jean Moulin - BP 182
49400 SAUMUR

Références : [2022-148_ALLTUB FRANCE SAS_INSP_RAP](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement ALLTUB FRANCE SAS implanté ZI du Clos Bonnet Boulevard Jean Moulin - BP 182 49400 SAUMUR . L'inspection a été annoncée le 14/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLTUB FRANCE SAS
- ZI du Clos Bonnet Boulevard Jean Moulin - BP 182 49400 SAUMUR
- Code AIOT dans GUN : 0006301362
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ALLTUB France exploite sur la commune de Saumur des installations de fabrication de tubes en aluminium sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2007. Ces tubes, souples ou rigides, servent d'emballage pour ses clients des industries pharmaceutiques, cosmétiques, d'hygiène, de l'agro-alimentaire, du bâtiment, de l'automobile,... Les tubes sont identifiés extérieurement par des motifs propres aux clients par l'application de laques, et sont revêtus intérieurement par des vernis permettant de protéger les futurs contenus pouvant interagir avec l'aluminium.

Les installations visitées :

- local de stockage des vernis
- oxydateur thermique (points de prélèvement des émissions atmosphériques)
- zone de baratage de l'aluminium
- lignes de production des tubes

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite précédente
- autosurveillance des rejets atmosphériques
- plan de gestion des solvants
- surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bilan des émissions de zinc	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2 alinéa 3	/	Sans objet
Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2.3	/	Sans objet
Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.3.13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité cuve de fioul n° 2 - Constat visite du 20 mai 2020	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 1.4.5	/	Sans objet
Plan de gestion des solvants - Constat visite du 20 mai 2020	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.3.3	/	Sans objet
Indisponibilité de l'oxydateur thermique	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.1.1 alinéa 2, 3 et 4	/	Sans objet
Points de prélèvement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1	/	Sans objet
Conformité des émissions de poussières de zinc	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2 alinea 1	/	Sans objet
Contrôle annuel des émissions de Zinc	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2 alinéa 2	/	Sans objet
Respect des valeurs limites en COV	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.3.4	/	Sans objet
Déclaration GEREPE	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 9.4	/	Sans objet
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 9.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'oxydateur thermique de traitement des COV a connu plusieurs arrêts ces dernières années dus notamment à l'emploi de vernis qui ont encrassé les céramiques. Suite à ces incidents, l'exploitant a mis en place un plan d'actions. Le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques montre que les rejets sont conformes aux valeurs limites applicables. Un bilan des émissions de zinc (air et eau de ruissellement) est à établir par l'exploitant en effectuant notamment une analyse des rejets d'eaux pluviales du site. S'agissant du plan de gestion des solvants, des précisions sont attendues sur la détermination de la quantité de COV dans les émissions canalisées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité cuve de fioul n° 2 - Constat visite du 20 mai 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 1.4.5
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : La notification de cessation d'activité d'une installation classée indique les mesures prises ou prévues pour assurer sa mise en sécurité, notamment : - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents ; - la suppression des risques d'incendie ou d'explosion.
Constats : Suite à la dernière visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du dégazage et de l'inertage de la cuve n°2 en 2011. Pour mémoire, le site comportait trois cuves de fioul enterrées n°1, n°2 et n°3. Les cuves n°1 et n°3 ont été vidangées et inertées au béton en 2017 (justificatifs transmis suite à la visite d'inspection du 25/10/2016).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants - Constat visite du 20 mai 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Oxydateur thermique
Prescription contrôlée : Le plan de gestion des solvants (PGS), mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation, est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la dernière visite, l'inspection avait noté que le PGS mentionnait une indisponibilité de l'oxydateur thermique d'environ 340 heures, soit 6,5 % du temps total de production. Il était demandé à l'exploitant de justifier les raisons d'indisponibilité de l'oxydateur. L'exploitant a répondu à la demande de l'inspection en détaillant la nature des défauts et les temps d'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indisponibilité de l'oxydateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.1.1 alinéa 2, 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des COV
Prescription contrôlée : Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : - à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, - à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.
Constats : Ces deux dernières années, l'oxydateur thermique a dû être arrêté plusieurs mois du fait de problèmes techniques: - du 24/08/2020 au 6/11/2020 : endommagement de la turbine du ventilateur permettant l'aspiration des vapeurs dans l'oxydateur - du 29/06/2021 au 31/12/2021: encrassement prématuré des céramiques qui ont dû être changées. Pour ces deux événements, des rapports d'incident ont été transmis à l'inspection. Ces arrêts ont entraîné des émissions significatives de COV dans l'atmosphère (estimé à 13 tonnes en 2020). L'oxydateur est à nouveau en fonctionnement depuis décembre. Le rendement est conforme (99 % contrôle effectué en février 2022). L'exploitant a mis en place un plan d'actions pour réduire les indisponibilités: - contrôle périodique de l'oxydateur (biannuel - au moment de l'arrêt des installations fin d'année et période estivale) par le constructeur permettant d'anticiper les défauts - réflexion en cours avec le constructeur sur des dispositifs à mettre en place sur l'oxydateur pour éviter l'encrassement des céramiques (opérateur confronté à ce phénomène sur d'autres installations) - réflexion sur un changement de vernis pour réduire l'encrassement des céramiques. Les échanges avec le constructeur ont permis en effet de déterminer que l'encrassement précoce des céramiques était dû à l'utilisation des vernis sans bisphénol (imposé par la réglementation) entraînant une accumulation de poussières collantes sur les orifices des céramiques. Réflexion sur l'utilisation de vernis epoxy sans bisphénol (réduction des dépôts). - surveillance accrue des paramètres par le personnel de maintenance (suivi de la température dans les chambres de combustion, contrôle du débit, suivi de la consommation de gaz...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Points de prélèvement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NFX44052 (puis norme EN 13284- 1) sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Constats : Le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques indique que les sections de mesures des différents prélèvements (COV et zinc) sont conformes à la norme ISO 10780 pour les COV et NF EN 13284-1 pour le Zinc. L'inspection des installations classées a constaté que les points de prélèvements aval et amont de l'oxydateur sont facilement accessibles.
Observations : Le rapport de contrôle indique dans la partie Ecart de la section de mesure p.19 "en l'absence d'orifices de prélèvements normalisés, les prélèvements pour les mesures de zinc ont été effectués en utilisant du matériel adapté aux conditions rencontrées, en un point fixe et hors isocinétisme." Il convient de demander au bureau de contrôle l'origine de cette remarque et de s'assurer qu'elle ne remet pas en cause la conformité de la section de mesure ni la représentativité de la mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité des émissions de poussières de zinc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2 alinea 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la VL
Prescription contrôlée : Les installations dans lesquelles sont mis en oeuvre les lubrifiants (stéarate de zinc et arachinate de zinc) sont équipées de dispositifs de limitation des émissions aériennes des poussières. Pour les installations équipées de dispositifs de collecte des émissions, la valeur limite de concentration des rejets atmosphériques de poussières de zinc est inférieure à 5 mg/m ³ .
Constats : L'inspection a constaté que les installations utilisant de l'arachinate de zinc (lubrifiant utilisé pour le barattage de l'aluminium) disposent de couvercle et de système d'aspiration des poussières. Un dépoussiéreur est présent à l'extérieur. Le dernier contrôle des rejets atmosphériques montre pour chaque point de rejet une concentration en zinc très inférieure à la valeur limite de 5 mg/Nm ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle annuel des émissions de Zinc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2 alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant procède, au moins une fois par an, à un contrôle annuel de la concentration et des flux en zinc des rejets collectés.
Constats : L'inspection a constaté que les rejets de zinc sont contrôlés tous les ans. Le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques a été remis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan des émissions de zinc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2 alinéa 3
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières de zinc
Prescription contrôlée : L'exploitant procède annuellement à une estimation des émissions aériennes et des entraînements par les eaux pluviales des poussières de stéarate et d'arachinate de zinc. Il établit aussi un diagramme-bilan des consommations et des rejets qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le bilan des émissions de zinc du site (aériennes et entraînées par les eaux pluviales). La concentration de zinc dans les eaux pluviales (ruissellement sur le site) n'est pas mesurée. Il est demandé à l'exploitant d'établir ce bilan.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect des valeurs limites en COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : A défaut de la mise en oeuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV permettant le respect de l'émission annuelle cible, les rejets des installations respectent les valeurs limites d'émissions (VLE) canalisées et diffuses définies ci-après : <ul style="list-style-type: none">• la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³ pour le séchage et de 75 mg/m³ pour l'application.• le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : Le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques (mars 2022) montre que les émissions atmosphériques en aval de l'oxydateur respectent la valeur limite applicable en COV. Toutes les émissions de COV (application et séchage) sont collectées et traitées par l'oxydateur. La valeur limite la plus restrictive de l'arrêté préfectoral d'autorisation est à appliquer (50 mg/Nm ³) et non 20 mg/Nm ³ comme indiqué dans le rapport des rejets atmosphériques de 2021. Cette valeur a été corrigée dans le rapport de contrôle effectué en 2022. D'après le plan de gestion de solvants 2021, le flux annuel des émissions diffuses est également respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise, selon une fréquence mensuelle, les données du plan de gestion des solvants en fonction notamment de la quantité d'extraits secs consommés dans les laques et les vernis. Le plan actualisé est établi au minimum mois par mois avec les ratios adaptés pour l'élimination des COV dans les déchets et les rejets canalisés. Ce plan actualisé est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un plan de gestion des solvants établi tous les ans. Les consommations de solvants sont bien évaluées tous les mois. Il est demandé à l'exploitant de détailler le calcul permettant de déterminer à partir des mesures des concentrations en COV des émissions canalisées, la quantité de solvants dans les émissions canalisées (O1 = 48 150 kg) (calcul permettant de convertir les flux mesurés en équivalent carbone en masse de solvants). Est-ce que O1 prend bien en compte les émissions de COV émises lors de l'arrêt de l'oxydateur? Il convient également de justifier la quantité de COV présente dans les déchets (O6 = 10 204 kg).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 9.4
Thème(s) : Bilan annuel des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à la déclaration annuelle à l'administration en application de l'article 3 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 décembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration. La déclaration est réalisée par voie électronique à l'aide de l'outil GERE .
Constats : L'exploitant effectue annuellement les déclarations GERE.
Observations : La déclaration GERE de 2020 ne fait pas apparaître la quantité de COV émise à l'atmosphère pendant l'arrêt de l'oxydateur. L'estimation de ces émissions doit être déclarée dans GERE cette année étant donné que l'oxydateur a été arrêté pendant plusieurs mois en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 9.2.3
Thème(s) : Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et poursuit la surveillance des eaux souterraines dans le puits présent sur le site portant sur le paramètre trichloréthylène selon une fréquence minimale annuelle. L'exploitant tient à jour la courbe d'évolution de la teneur en trichloréthylène dans les eaux souterraines.
Constats : Suite à la dernière visite d'inspection, l'exploitant a décidé de mettre en place une surveillance des eaux souterraines sur le site en installant 3 piézomètres dont un amont qui remplace le prélèvement effectué dans le puits. La campagne de mesures réalisée en septembre 2021 montre que pour les composés chlorés Trichloroéthylène (1 µg/l) et Tétrachloroéthylène (0,2 µg/l), la somme des valeurs mesurées est inférieure à la limite de qualité pour les eaux destinées à la consommation humaine. La prochaine campagne de mesures doit avoir lieu prochainement en période de hautes eaux. L'exploitant a indiqué que la courbe d'évolution du trichloroéthylène prescrit dans l'arrêté préfectoral n'est plus effectuée depuis 2014 étant donné que les concentrations dans les eaux souterraines avaient significativement diminué ce qui est confirmé par les dernières analyses. Ce produit n'est plus utilisé sur le site depuis plus de dix ans. Le trichloroéthylène fait partie des polluants mesurés lors de la surveillance semestrielle des eaux souterraines . En cas de modification de la prescription sur la poursuite du suivi, la demande doit être notifiée au préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation dont un bilan sur l'évolution des teneurs mesurées.
Observations : La campagne de septembre 2021 a mis en évidence la présence d'autres solvants chlorés (1,1,1 trichloroéthane (1,2 µg/l) – 1,1 Dichloroéthylène (0,9 µg/l) et cis 1,2 dichloroéthylène (14 µg/l)) quantifiés sur les eaux souterraines au droit des piézomètres avals PZ1 et PZ2 mais ne disposant pas de valeur de gestion permettant de conclure sur la compatibilité sanitaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.3.13
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux valeurs limites
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : MES : 35 mg/l DCO : 300 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l Zn et composés : 3 mg/l
Constats : L'exploitant n'effectue pas de surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales. Il ne peut donc pas attester de la conformité des rejets du site aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à une analyse des rejets d'eaux pluviales du site portant sur l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté d'autorisation. Ces mesures permettront notamment d'établir le bilan annuel des émissions de zinc du site visé précédemment. Ce bilan, et les mesures nécessaires pour l'établir, devront être réalisés en 2022. Dans le cas contraire, il pourra être proposé au préfet un projet de mise en demeure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet